

Comprendre l'actualité
Géopolitique et des relations internationales
(Actualisation à l'été 2015)

Avertissement

L'économie globale de l'ouvrage, paru fin décembre 2013, n'est pas lors de l'été 2015 remise en question.

Le cours du monde ne s'est toutefois pas arrêté et l'actualité a même pu sembler s'emballer dans l'est de l'Europe ou au Proche-Orient...

La présente actualisation, qui suit le plan initial retenu pour cet ouvrage, en tient compte.

Pour l'avenir immédiat et dans l'optique des concours, vous restez invité à suivre l'actualité.

Des chroniques, comme celle d'Axelle Degans sur le Diploweb, le site internet de référence dirigé par Pierre Verluise, devraient vous le permettre aisément.

Décrypter le monde d'aujourd'hui

Le pessimisme et l'empirisme restent de mise dans un monde où la croissance est en berne et où les éléments traditionnels de régulation continuent de se déliter alors que les dépenses militaires repartent à la hausse.

Dans un ouvrage récent, *Un monde de violences. L'économie mondiale 2015-2030*, Eyrolles, juillet 2014, Jean-Hervé Lorenzi revient sur les phénomènes récents de ces dernières décennies (financiarisation de l'économie, impact des transferts d'activité entre les pays occidentaux et les pays émergents) qui ont abouti à la mise en place d'un chômage de masse dans les pays développés et à l'exacerbation des inégalités sociales un peu partout dans le monde. Ces phénomènes, qui ont abouti à la crise de 2007-2008, en cacheraient, selon l'auteur, trois autres (le vieillissement de la population, la chute de la productivité et de l'investissement) qui seraient inéluctablement à l'origine d'une baisse prochaine de la croissance mondiale (autour de 3 %) accompagnée de violences portées par les intégrismes et populismes de toutes natures.

Le phénomène serait d'autant plus grave que l'incompréhension des politiques comme des économistes à comprendre cette nouvelle équation les empêcherait de mettre en place les outils nécessaires à une nouvelle régulation de l'économie mondiale.

Ce constat est par ailleurs aussi celui de la livraison de la revue *Esprit* (août 2014) consacrée au « nouveau désordre mondial ».

L'actualité récente n'apporte pas de démenti à ce propos.

D'abord parce que les difficultés persistantes des pays de l'OCDE en général et de l'Europe en particulier (avec la crise grecque) vont en ce sens ainsi que celles rencontrées par les BRICS dont la plupart sont désormais en récession (Russie, Brésil) alors que la Chine elle-même semble, à l'été 2015, sérieusement menacée. En effet, les BRICS qui représentaient ces dernières années l'essentiel de la croissance mondiale sont, à leur tour, en panne en raison de la fuite des capitaux suite à l'annonce, encore non concrétisée, d'une politique monétaire américaine plus restrictive, du recul du prix des matières premières (minerais et pétrole), de la perte de compétitivité causée par une productivité médiocre aggravée par une forte hausse du coût du travail souvent consécutive d'une augmentation du nombre des conflits du travail.

Ensuite parce que les Chinois mettent la main à la naissance d'un système alternatif à celui construit autour du FMI avec l'internationalisation (très) progressive du yuan, la création d'une banque de développement et d'un fonds d'urgence à destination des BRICS (décisions du sommet de Fortaleza en juillet 2014) ainsi que d'une banque asiatique d'investissement (AIIB) susceptible de se positionner en rivale de la Banque asiatique de développement (BAD) dominée par les Japonais.

Ensuite toujours parce qu'alors que les 160 États de l'OMC avaient en décembre 2013 réussi à conclure un accord à Bali pour faciliter les procédures douanières et sauver le cycle de Doha initié en 2001, le refus de l'Inde, le 31 juillet 2014, de le ratifier, l'a rendu de fait caduc, relançant la course aux accords multilatéraux (PTP, TTIP, traité TiSA) ou bilatéraux dans lesquels les États-Unis, l'UE, la Chine cherchent à établir leurs normes avec pour conséquence l'essor des cours d'arbitrage international chargées de résoudre les différends entre États et entreprises.

Enfin, parce qu'un accord international sur la question climatique, transition à une transition écologique, se fait toujours attendre à la veille de la conférence des parties (COP) dont la 21e édition doit se tenir à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015.

Sans doute encore plus inquiétant, les dépenses militaires de la planète qui stagnaient depuis 2009 repartent en 2014, avec une progression de 0,6 %, à 1 547 milliards de dollars due, selon une étude du cabinet de consultant IHS, à une hausse des budgets militaires de la Russie, des pays d'Asie et du Moyen-Orient.

En résumé, l'impression de grand chaos mondial semble plutôt s'accroître que s'atténuer dans un contexte dans lequel la mondialisation semble se poursuivre (entrée dans l'économie numérique avec le Big Data) avec une nouvelle concentration des entreprises et peut-être l'entrée dans la mondialisation de ses chaînons manquants (Asie centrale, Afrique) sous l'impulsion des nouvelles routes de la soie alors que le système multilatéral (ONU, OMC, G8 et G20) est toujours en panne et que les États (à commencer par les émergents) semblent toujours enlisés dans les difficultés économiques qui les incitent à la protection de leur intérêt nationaux. C'est en particulier le cas d'une Chine qui retrouverait aujourd'hui « la diplomatie de sa géographie » et qui entraîne l'Asie sur le plan économique tout en l'inquiétant sur le plan stratégique, dans un contexte où l'hégémonie du bloc occidental s'estompe de plus en plus.

L'Europe en construction entre turbulences et divergences

Quelques bonnes nouvelles annoncées, même si le patient Europe est loin d'être guéri...

Les prévisions publiées par la Commission européenne du 5 mai 2014 qui indiquaient que la reprise économique devait se poursuivre dans l'Union européenne à la suite de sa sortie de récession en 2013 se sont révélées exactes (0,9 % de croissance en 2014) alors que les prévisions économiques du printemps 2015 évoquent « une reprise portée par des vents favorables ». Les économies européennes, qui bénéficient d'une conjonction de facteurs positifs (maintien des prix du pétrole à des niveaux relativement bas, croissance mondiale soutenue, poursuite de la dépréciation de l'euro, politiques économiques opportunes dans le cadre de la discipline budgétaire), devraient autoriser l'UE et la zone euro à voir leur PIB réel progresser, respectivement, de 1,8 % et de 1,5 % en 2015, alors qu'en 2016, la Commission prévoit une croissance de 2,1 % pour l'UE et de 1,9 % pour la zone euro. L'accélération de la consommation privée cette année (2015) et le rebond de l'investissement l'année prochaine devraient constituer le principal moteur de la croissance du PIB. Alors que l'inflation devrait atteindre 1.5 % en 2016 (0.1 % en 2015), des effets positifs sont attendus dans le domaine de l'emploi avec un taux de chômage dans l'UE et la zone euro qui devrait diminuer pour atteindre respectivement 9,2 % et 10,6 %. Enfin, selon les estimations, les ratios de la dette publique au PIB dans l'UE et la zone euro devaient atteindre leur point culminant en 2014 et diminuer cette année et l'année prochaine pour s'établir, dans le premier cas, à 88 % et, dans le second, à 94 % en 2016. . Ce qui précède n'empêche toutefois pas que l'UE ne devrait retrouver qu'en 2016 son niveau de richesse du début 2008 et que les cycles économiques entre l'Europe du Nord et du Sud restent divergents. Ainsi, alors que Malte, le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, l'Estonie, et la France ont, peu ou prou, un PIB plus élevé qu'en 2008, la Grèce, Chypre, l'Italie, le Portugal sont dans le cas contraire. De même, les inégalités de croissance, si elles s'atténuent persistent. La croissance devrait être supérieure à 2 % en 2015-2016 au Luxembourg, en Suède, au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne, en Pologne, en Roumanie... Elle devrait être comprise entre 1 et 2 % en Belgique, en France (1.1 % en 2015, 1.7 % en 2016), en Italie, Autriche, Pays-Bas...

... et qui n'ont pas été un frein aux tentations populistes aux élections européennes...

À l'occasion des élections au Parlement européen de mai 2014, on a pu observer une progression notable de l'extrême-droite en France (24,8 % des suffrages, 24 députés FN élus), au Royaume Uni où l'UKIP recueille 27,5 % des voix (23 sièges), au Danemark où le parti populaire progresse, en Belgique où le parti nationaliste flamand atteint 32 % des voix... L'extrême gauche a progressé dans des pays comme la Grèce avec Syriza, alors que les « indignés » apparaissent dans la péninsule ibérique ou en Italie... Avec pour résultat un Parlement européen plus à droite que le précédent (212 Conservateurs pour 186 Sociaux-démocrates) et où les eurosceptiques, qui ont recueilli le tiers des suffrages, sont désormais largement représentés. . Ces tendances se sont confirmées pour les partis classés à l'extrême droite en 2015. En Finlande, le Parti des Vrais Finlandais a encore obtenu 17.6% des voix aux élections législatives d'avril 2015, alors que le même mois Jobbik remportait une élection législative partielle en Hongrie. Au Royaume-Uni, l'UKIP, s'il n'a obtenu qu'un siège, comptabilise 12% des voix lors des élections législatives de mai 2015. Au Danemark, le Parti populaire danois a

obtenu 21.1% aux élections législatives de juin 2015 et en échange de son soutien au gouvernement libéral a obtenu un renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine. De façon générale, les partis classés à l'extrême gauche semblent progresser ou se maintenir là où ils ont émergé ces dernières années. . En Grèce, Syriza a remporté les élections législatives avec 36% des voix et son leader Alexis Tsipras est devenu Premier ministre d'un gouvernement avec les Grecs indépendants, des eurosceptiques de droite. . En Italie, aux élections régionales et municipales de mai 2015 le Mouvement 5 étoiles a fait 18% des voix et la Ligue du Nord 12.5% alors que Podemos, qui a fait le choix aux élections municipales espagnoles de mai 2015 de ne pas présenter ses propres listes, a néanmoins pris la tête de plusieurs villes dont Madrid, Barcelone, Saragosse, Cadix, Saint- Jacques-de- Compostelle.

Une gouvernance marquée plus par des inflexions que par des volte-face même si le Grexit a été évité de justesse et si la question migratoire reste ouverte

En dépit des réticences, allemandes et britanniques en particulier, le sommet européen a fait le choix, en juin 2014 à la majorité qualifiée, de J.-C. Juncker pour remplacer J.M. Barroso à la tête de la Commission, évitant une crise avec le Parlement européen. Un compromis a également été trouvé, sur pression de la France et de l'Italie, afin de donner plus de flexibilité au Pacte de stabilité et de croissance, sans en remettre en cause les fondamentaux. Il s'agirait ainsi de poursuivre les réformes structurelles tout en renforçant l'intégration européenne dans les domaines de l'énergie et de l'économie numérique. Il s'agirait aussi de stimuler l'investissement privé et public en faveur de la croissance... Donald Tusk est de même devenu Président du Conseil européen le 30 août 2014 par consensus alors que la nomination de l'Italienne Federica Mogherini, 41 ans, au poste de haute représentante aux affaires étrangères de l'Union européenne a semblé plus difficile en raison d'une politique étrangère italienne estimée à la fois alignée sur les États-Unis et favorable à la Russie dont elle dépend en grande partie dans le secteur énergétique. Enfin, un nouveau collège de commissaires est entré en fonction le 1er novembre 2014 pour cinq ans avec pour programme de se concentrer sur un nombre limité d'initiatives concrètes : effort portant sur l'investissement (à hauteur de 310 Mds d'euros), mise en place d'une Europe de l'énergie, d'un environnement fiscal plus efficace, d'un marché unique du numérique, d'une nouvelle politique migratoire. .

L'UE a surtout eu à surmonter deux obstacles de taille qui ne sont toutefois pas complètement solutionnés : le problème de la dette grecque et la poussée des flux migratoires.

L'affaire grecque est liée à victoire de Syriza lors des élections législatives anticipées de début 2015. Ce parti a en effet axé sa campagne sur le refus de l'austérité, sur une politique de relance par l'augmentation du pouvoir d'achat, sur le rejet de la troïka, sur la volonté de renégocier une dette qui représentait alors 173% du PIB, sur, plus accessoirement, la volonté d'initier une politique étrangère qui soit plus favorable à la Russie. Effectivement, dès février 2015, le nouveau gouvernement a demandé une renégociation de sa dette avec l'obtention d'un « programme relais » pour refinancer ses banques. Le climat s'est vite altéré en raison de tensions avec l'Allemagne, suite aux demandes grecques d'indemnités de guerre et de remboursement d'un prêt d'environ 11 milliards concédé à l'Allemagne nazie en 1942 et à laquelle l'Allemagne a opposé une fin de non-recevoir. La Grèce obtint néanmoins de l'Eurogroupe que le programme d'aide qui devait normalement prendre fin le 28 février 2015 soit allongé de 4 mois pour qu'elle puisse toucher une

nouvelle tranche en échange d'un programme de lutte contre la fraude fiscale et la corruption, de nouvelles privatisations, de l'engagement de ne pas augmenter le salaire minimum.

L'emballement de la crise grecque tint ensuite aux échéances des prêts que le pays devait rembourser en mars (1,25 milliard d'euros au FMI), puis près de 5 milliards d'euros en avril. Alors que le Premier ministre grec plaide toujours en priorité pour une restructuration de la dette de son pays, Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des finances, évoque désormais un « grexident », une sortie par accident de la Grèce. Dans ce contexte, les relations se tendirent : les Européens demandèrent davantage de réformes à Alexis Tsipras qui se rendit à Moscou pour obtenir le soutien de Vladimir Poutine en pleine crise ukrainienne. Il n'en obtint pas plus d'argent qu'auprès des États-Unis ou du FMI qui lui refusa un rééchelonnement uniquement accordé aux pays pauvres en grande difficulté. En mai, la Grèce qui devait rembourser 747 millions d'euros au FMI, se rapprocha un peu plus du défaut de paiement, épouvantail dont elle usa, face à ses créanciers, européens... Si elle put néanmoins rembourser sa dette de 750 millions, elle devait encore rembourser plus de 30 millions € début juin 2015 et près de 7 milliards d'ici la fin du mois d'août 2015. Un bras de fer s'engagea donc au printemps, le gouvernement d'Alexis Tsipras tablant sur le fait que les Européens allaient céder et payer la facture (pour des raisons politiques et géopolitiques) afin d'éviter une faillite de la Grèce et un Grexit. Il s'avéra toutefois que personne ne voulait payer, ni le FMI qui ne voulut pas accorder de moratoire à la Grèce, ni ses créanciers européens qui exigeaient que la Grèce prenne de nouveaux engagements sur les réformes à effectuer. Après cinq mois de négociations infructueuses avec les créanciers, le Premier ministre Alexis Tsipras, que l'on pensait près de céder, créa la surprise dans la nuit du 26 au 27 juin 2015, en annonçant l'organisation d'un référendum sur les mesures proposées par ces derniers alors que les banques grecques étaient fermées, les retraits limités aux distributeurs, la sortie des capitaux contrôlée. Le référendum portait sur la question « Faut-il accepter le plan d'accord soumis par la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) lors de l'Eurogroupe du 25 juin ». Si la réponse fut sans équivoque (61,31 % de non), Alexis Tsipras fut conduit cependant à conclure, le 13 juillet 2015, un accord sur les bases antérieures voulues par ses créanciers. Aux termes de cet accord, l'Eurozone acceptait de discuter d'une nouvelle aide comprise entre 82 et 86 Md d'euros à condition que la Grèce fasse voter deux trains de lois en juillet portant sur les réformes demandées ultérieurement et s'engage à libéraliser son économie. Des privatisations devraient enfin abonder un fonds à hauteur de 50 Md d'euros dont la moitié devra aller à la recapitalisation des banques grecques. À la fin de l'été 2015, la question est toutefois loin d'être réglée dans la mesure où les négociations sur le détail ne sont pas terminées même si à la mi-août 2015 un accord semblait trouvé sur un 3e plan d'aide à la Grèce (86 Md versés sur 3 ans avec une 1re tranche de 25 Md en échange d'un retour à l'équilibre budgétaire sur 3 ans et de 35 réformes structurelles). Elle n'était pas réglée surtout car bien des questions globales sont loin d'être résolues : quid de la dette des pays européens et de l'avenir des pays en mal de croissance, quid de la gouvernance de la zone euro, quid des marges de latitude laissées aux États dans la conduite de leur politique économique.

La question des migrations clandestines en Europe n'est pas un problème nouveau. Plus de 3 000 personnes ont ainsi péri en Méditerranée, devenue en 2014, un « cimetière à ciel ouvert » alors que l'opération italienne Mare nostrum, qui a porté secours à 170 000 personnes en Méditerranée, nourrit la polémique dans la mesure où ces sauvetages en mer encouragent toujours davantage de migrants venus d'Afrique (Érythrée, Somalie, Soudan) et du Proche-Orient (Irak, Syrie). Les flux de migrants sont en particulier alimentés par les camps en Libye, qui, selon l'Agence européenne pour la

sécurité et les frontières extérieures de l'Union européenne, abriterait entre 600 000 et 1 000 000 de personnes. Ils ont (via l'Italie, l'Espagne, la Turquie et la Grèce) pour destinations principales le Royaume-Uni, l'Allemagne ainsi que les pays du Nord de l'Europe. Ils saturent Calais (où la pression autour du tunnel a nettement augmenté au cours de l'été 2015) et les centres d'accueil en Allemagne (plus de 230 000 demandes d'asile en 2015) provoquant de fortes tensions et les manifestations de Pegida contre « l'islamisation de la société » allemande. Face à cette situation, l'Europe a semblé hésiter en variant les solutions : lutter contre les passeurs en utilisant des drones contre les embarcations vides, développer une politique de co-développement avec les principaux foyers émetteurs, passer des accords avec les factions libyennes ou intervenir une nouvelle fois dans ce pays... Par suite, l'Union qui a convoqué un sommet extraordinaire au printemps a d'abord décidé de tripler l'enveloppe de Triton (autour de l'Italie) et Poséidon (autour de la Grèce) et déclaré réfléchir, sous condition d'accord de l'ONU, à une possible intervention militaire pour détruire les embarcations encore vides. Sous l'impulsion de Jean-Claude Juncker, la Commission européenne a ensuite proposé en mai 2015 une refonte radicale de la politique migratoire en répartissant l'accueil des migrants (actuellement surtout à la charge des pays méditerranéens, à commencer par l'Italie) selon des quotas en fonction du PIB, de la population et du nombre de migrants déjà accueilli pour chaque pays membre. Elle a proposé aussi, outre le renforcement des contrôles, la création d'une « carte bleue » pour faciliter les migrations économiques internes à l'Union et favoriser une « immigration choisie » de travailleurs qualifiés. Ces propositions n'ont pas été très bien reçues, ni de la part du Royaume-Uni et de la France (blocage de migrants à Vintimille), ni des pays de l'Est qui sont confrontés à un chômage de masse et ne comprennent pas la nécessité d'accueillir des migrants du Sud de la Méditerranée. Ainsi en juin, la Hongrie qui a déjà arrêté plus de 60 000 migrants illégaux depuis le 1er janvier 2015 a décidé de fermer ses frontières avec la Serbie par un mur de 175 km de long et 4 mètres de haut pour essayer d'endiguer l'afflux de migrants clandestins. Au final, l'Union a dû abandonner, fin juin 2015, sa proposition de quotas obligatoires pour opter pour le volontariat au terme d'un principe de « responsabilité et de solidarité » (F. Hollande et M. Renzi) afin d'accueillir 40 000 migrants en provenance d'Italie et de Grèce surtout, et a décidé de conduire une opération militaire « EU NavFor » pour détruire les embarcations des trafiquants d'êtres humains dans les eaux internationales (si elles sont vides)... en attente d'une décision de l'ONU Bruxelles pour pouvoir agir dans les eaux libyennes...

Alors que la France semble toujours enlisée dans ses difficultés...

La voie de la social-démocratie ouvertement choisie par François Hollande début 2014 ne s'est pas traduite par une embellie politique. Les élections municipales des 20 et 30 mars 2014, marquées par un taux élevé d'abstention, se sont traduites par une déroute des municipalités dirigées par la gauche (155 villes de plus de 9 000 habitants perdues) au profit des partis de la droite républicaine, voire du FN qui a remporté 14 villes de plus de 9 000 habitants et le 7e secteur de Marseille. . Le remplacement de J.M Ayrault par Manuel Valls le 31 mars 2014 n'a pas empêché non plus une déroute du PS aux élections européennes (13,98 % des suffrages). Le nouveau Premier ministre a pourtant continué de s'inscrire dans la démarche présidentielle amorcée depuis janvier 2013, celle du pacte de responsabilité (baisse du coût du travail) et de solidarité. Du côté des avancées, une réforme régionale a été annoncée et amorcée et devrait aboutir, à terme, à la disparition des conseils généraux et au regroupement en 13 régions au lieu de 22 à l'horizon 2017 (le projet de loi

portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, NOSTRe a été adoptée définitivement le 16 juillet 2015)... De même, le gouvernement a présidé au sauvetage de Peugeot et une solution industrielle a été trouvée pour Alstom. Par contre, l'enthousiasme, après une conférence sociale atone, ne semble pas de mise du côté patronal comme syndical (question des contreparties) pour conclure un pacte de responsabilité dont l'un des articles a été invalidé par le Conseil constitutionnel au cours de l'été 2014... Plus grave, sur fond d'un chômage qui continue de croître, la France semble actuellement engluée dans une reprise molle et sans ressort qui devrait empêcher le retour promis au 3 % de déficit public. Ce dernier devrait encore atteindre, avec une croissance entre 0,7 et 1 % en 2014, autour de 4% du PIB, chiffre qui devrait être reconduit en 2015.

La situation (emploi, exportations...) ne s'est ainsi pas vraiment améliorée en 2015 pour une France où l'économie reste fragile, même si la consommation des ménages s'est redressée et si la croissance a connu un frémissement (entre 1 et 1.2% sur l'année). En particulier l'investissement des entreprises n'a pas redémarré en dépit d'une amélioration des taux de marge des entreprises (désormais de 31%) sous l'impact du CICE et de la mise en œuvre du pacte de responsabilité. De même, la loi Macron qui donne un peu de flexibilité à certains secteurs de l'économie (libéralisation des transports par autocar, régulation du prix des péages autoroutiers, ouverture des commerces le soir et le dimanche, réforme des prud'hommes...) et a été définitivement adoptée (9 juillet 2015), ne devrait avoir qu'un impact limité sur la croissance (0,2% par an d'ici 2020 pour l'OCDE) alors que de nouveaux dispositifs pour l'industrie devraient être mis en place comme un fonds d'investissement de 535 millions pour les PME. . Si de bonnes nouvelles sont venues des grands contrats (ventes de Rafales à l'Égypte, à l'Inde, au Qatar... et d'armes au Liban et à l'Arabie saoudite), et alors que le problème posé par la vente des Mistral à la Russie semblait définitivement réglé de façon positive, d'autres secteurs ont rencontré des difficultés à commencer par Areva conduite à se rapprocher, au cours de l'été 2015, d'EDF. De même, après les taxis en lutte contre UberPop, le monde paysan (éleveurs...) était au même moment en ébullition au cours de l'été 2015. La progression du chômage (à 10.3% dans la moyenne européenne) explique ainsi, sans doute, partiellement le résultat des élections cantonales de mars 2015. Ces dernières ont été en effet très largement remportées par la droite qui détient désormais les deux tiers des départements. La gauche a perdu 25 départements et n'en a gagné qu'un seul (la Lozère). Ces élections confirment aussi l'ancrage territorial du Front national avec 62 conseillers départementaux élus sous cette étiquette, même si aucun département n'a été remporté par un parti qui connaît depuis juin 2015 un psychodrame familial au sein de la famille Le Pen à ce jour non terminé. . Si la France a par ailleurs connu un certain rayonnement international par sa proximité avec les États-Unis en dépit du scandale des écoutes des dirigeants français, le maintien du couple franco-allemand au-delà des tiraillements provoqués par l'affaire grecque, le renforcement de sa politique arabe, une ouverture sur Cuba et les Caraïbes ou sur l'Iran, l'année a surtout été marquée par la lutte contre le terrorisme. À ce titre, la France a été particulièrement frappée par l'attentat dans les locaux de Charlie hebdo suivie par une prise d'otages dans une supérette casher le 9 janvier 2015. Si la condamnation politique fut unanime et si de grandes manifestations ont réuni près de 4 millions de personnes avec un écho mondial, il n'en reste pas moins qu'une partie de la population ne s'est pas reconnue dans le slogan Je suis Charlie, qu'il y eut des manifestations anti-Charlie et anti-françaises au Niger, au Sénégal, en Algérie, en Indonésie, en Tchétchénie, au Pakistan, où l'on a brûlé des drapeaux français devant les caméras... sur fond d'une guerre de communication conduite à l'échelle de la planète par les fondamentalistes musulmans et alors qu'il y aurait près de 1 550 Français combattant en Syrie avec l'EI et que les

actions terroristes déjouées ont pu justifier la loi sur le renseignement votée en juin 2015. . Au titre du rayonnement de la France, on peut cependant retenir qu'à l'automne 2014, l'écrivain Patrick Modiano a reçu le prix Nobel de littérature, alors que le français Jean Tirole recevait celui d'économie.

En Allemagne, une nouvelle grande coalition

Comme prévu, les résultats électoraux en Allemagne ont rendu nécessaire une nouvelle grande coalition en décembre 2013. Cette grande coalition, organisée autour de la CDU-CSU (conservatrice) et du SPD (social-démocrate), offre quelques postes clés au SPD : ceux de l'emploi, de l'économie et de l'énergie confiés à Sigmar Gabriel ou des affaires étrangères à Franck-Walter Steinmeier. La coalition a globalement tenu jusqu'ici même si la possibilité d'un Grexit, au cours de l'été 2015, a pu provoquer des tensions entre W. Schäuble, le ministre des finances et Sigmar Gabriel, ministre de l'économie et président du parti social-démocrate. Dans un pays où la croissance a fléchi et où les mouvements de grève se sont multipliés ces derniers mois, les événements les plus saillants ont été le scandale des écoutes de la NSA qui ont pu viser la chancelière et ses principaux ministres, ou encore l'affaire du crash de la Germanwings en mars 2015.

Du nouveau en Italie surtout et plus secondairement en Belgique et Espagne ou en Irlande

En Italie, qui a présidé l'UE (1er juillet-31 décembre 2014), Enrico Letta a dû démissionner en février 2014 et laisser la place à un gouvernement dirigé par Matteo Renzi (Parti démocrate), le jeune maire de Florence, dont le programme est assez radical : réforme du code du travail, baisse de la fiscalité des entreprises, relance par un déficit public contrôlé, réforme des institutions (réforme électorale, fin du bicamérisme, nouvelle répartition des pouvoirs entre l'État central et les collectivités locales)... À ce jour, des mesures partielles ou marginales ont surtout été prises : baisse de la fiscalité pour les entreprises et les contribuables les plus modestes, modifications du code du travail en faveur des jeunes apprentis. Elles n'ont cependant pas empêché l'Italie d'entrer en récession au mois d'août 2014 avant de progressivement renouer avec la croissance : entre 0,6 et 0,7% en 2015 et 1,4% en 2016, même si le taux de chômage, encore élevé (12,7% en 2014), ne devrait diminuer que lentement (12,4% en 2016)... Les réformes institutionnelles progressent mais pourraient se heurter à des obstacles sérieux dans la classe politique même si la voie du référendum reste ouverte (le PD a obtenu 40,8 % des suffrages aux élections européennes). En 2015, Matteo Renzi a toutefois enregistré plusieurs succès politiques : en janvier 2015, suite à la démission de Giorgio Napolitano, son candidat à la présidence de la République, Sergio Mattarella, a été élu à une large majorité et en mai 2015 une nouvelle loi électorale (dite « Italicum ») a été adoptée par le Parlement. Après son entrée en vigueur en 2016, cette réforme devrait permettre à l'Italie de connaître des majorités parlementaires plus stables et une organisation politique privilégiant les partis politiques au détriment des coalitions. En politique extérieure la préoccupation première est la situation en Libye alors que le pays plaide en Europe pour un renforcement de la coopération européenne dans la gestion des migrations en Méditerranée.

En Belgique, les élections législatives de mai 2014 ont donné une victoire aux nationalistes flamands (N-VA) qui ont tardé à former un gouvernement fédéral de coalition même s'il est vrai que le précédent l'avait été après 541 jours de négociations. Une solution qualifiée en Belgique de « suédoise » (ou « kamikaze ») par référence aux couleurs du drapeau de la Suède et qui fédérerait plusieurs petits partis de centre-droit (le MR plus trois partis de droite flamands) a finalement fini par se dégager au cours de l'été 2014. Elle associe les libéraux francophones du Mouvement réformateur (MR) à trois partis néerlandophones (les nationalistes de la N-VA, les chrétiens-démocrates du CD & V et les libéraux de l'Open VLD), alors que le parti socialiste francophone du précédent premier ministre, Elio di Rupo, est désormais dans l'opposition fédérale pour la première fois depuis 26 ans. La N-VA est le partenaire dominant de cette coalition avec cinq portefeuilles ministériels, ceux de l'Intérieur, la Défense, la Fonction publique, les Finances, l'Asile et les Migrations.

En Espagne, le roi Juan Carlos a annoncé en 2014 son abdication au profit de son fils. Le nouveau roi Felipe VI a juré fidélité à la Constitution le 19 juin alors que la monarchie, sur fond de chômage de masse et sous la menace de la montée de l'indépendantisme de la Catalogne, semble en difficulté et que des élections législatives doivent se tenir à la fin de l'année 2015, entre la mi-novembre et le début janvier prochain. Ces dernières pourraient voir se concrétiser les progrès récents de Podemos issu du mouvement des Indignés. À noter que la situation économique du pays, grâce au sauvetage du secteur bancaire, de la réduction des déficits, de l'adoption d'un train de mesures pour rétablir la compétitivité du pays, est en cours d'amélioration. Le pays devrait ainsi connaître en 2015 l'un des taux de croissance les plus élevés de la zone euro avec des emplois créés par centaines de milliers. Les difficultés persistent néanmoins avec des déficits publics qui restent élevés, une dette publique qui dépassera les 100% du PIB en 2015, une dette privée très élevée (190%) qui pèse sur les capacités d'investissement... Le bilan social reste lui aussi très lourd : 23,7% de la population active est au chômage et 25% des ménages sous le seuil de pauvreté.

En Irlande, une fois de plus, le cycle économique semble s'être inversé grâce au maintien d'une fiscalité attractive pour les entreprises, et à un positionnement en tête de pont des investissements américains. Après avoir annoncé sa sortie du programme d'aide UE-FMI le 15 décembre 2013, le pays a connu en 2014 le taux de croissance le plus élevé de l'Union européenne (4,8%) et le pays devrait pouvoir en 2015 réduire son déficit (2,7%). Fait marquant, alors que le pays passe pour être très catholique, le référendum sur le mariage homosexuel du 22 mai 2015 a obtenu plus de 62% des suffrages exprimés.

Un Royaume-Uni en meilleure santé mais plus proche de la sortie (de l'UE) ?

La présentation du budget, le 19 mars 2014, a été marquée par une révision en hausse de la croissance (+ 2,7% pour 2014 soit +0,3 point par rapport à décembre 2013 et +2,3 % pour 2015). Le déficit public (5,5 % du PIB prévu en 2014-2015) et la dette (91,2 %) restent toutefois à un niveau élevé et, malgré l'amélioration des perspectives économiques, la rigueur budgétaire reste d'actualité (réduction de dépenses publiques supplémentaires, hausse des prélèvements, relèvement de l'âge de la retraite), même si le gouvernement a pris des mesures favorables au pouvoir d'achat (augmentation de 11 % du revenu minimum étalé en 2014-2015). Cette politique est complétée par une politique monétaire expansionniste (taux d'intérêts bas et Quantitative easing) et inflationniste qui favorise la dépréciation de la livre sterling. Par ailleurs, les grands projets d'infrastructures

restent prioritaires, ainsi que la volonté d'attirer les investisseurs étrangers par une politique de l'offre (baisse de l'impôt sur les sociétés à 20 % en avril 2015) comme de faire de la City une plaque tournante de la finance internationale. . Le Premier ministre, qui a promis un référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE (British exit ou Brexit), a par contre contribué à isoler un peu plus son pays en Europe en menant un combat, perdu, contre la nomination de J-C. Juncker et en quittant le PPE. La sortie du Royaume-Uni, que David Cameron à titre personnel ne souhaite pas, est loin d'être actée d'autant plus que les milieux patronaux n'y sont pas favorables Enfin, le référendum sur l'indépendance de l'Écosse du 18 septembre 2014 s'est traduit par la victoire des Unionistes sur les indépendantistes au prix d'un accroissement des pouvoirs du Parlement écossais (la devo-max), dans le domaine fiscal en particulier. . En 2015, contrairement à ce qu'annonçaient les sondages, les élections législatives ont donné une nette majorité aux conservateurs qui peuvent désormais gouverner seuls avec 331 des 650 sièges du parlement alors que la victoire des indépendantistes en Écosse, qui ont remporté 56 sièges des 59 possibles, explique en partie la défaite travailliste de cette terre qui lui était traditionnellement favorable. Par ailleurs les lib-dems sortent laminés des élections et ne conservent que 8 sièges, alors que l'UKIP n'a qu'un seul siège. Le gouvernement conservateur de D. Cameron qui maintient le cap de la rigueur budgétaire et poursuit sa politique de l'offre (taux d'imposition de 20% sur les sociétés pour attirer les investisseurs) a officialisé son programme de travail lors de la cérémonie du discours du trône le 27 mai 2015 autour des deux principaux axes que sont la réorganisation institutionnelle du royaume (avec le renforcement de la décentralisation et du pouvoir des grandes agglomérations) et la relation du Royaume-Uni à l'UE. . Le pays confronté à un défi énergétique de grande ampleur a pourtant des raisons d'espérer : UK Oil & gas Investments a annoncé en 2015 avoir trouvé du pétrole en forant près de l'aéroport de Gatwick, peut-être « plusieurs milliards de barils » ...

À l'Est, de nouvelles tensions entre l'UE et la Russie à propos de l'Ukraine

En 2014, les choses semblaient s'améliorer en Russie avec l'élargissement de l'ancien oligarque Mikhaïl Khodorkovski, après 10 ans d'emprisonnement, ou celui des Pussy Riot, emprisonnées pour avoir fait une prière publique anti-Poutine, et alors que les J.O. de Sotchi (février 2014) ont été une réussite.

Les événements d'Ukraine allaient pourtant ouvrir une crise qui, à la fin de l'été 2015, n'est pas terminée et qui affecte les relations entre les Occidentaux et la Russie en raison d'un choc frontal entre la politique européenne de voisinage (PEV) et celle de l'union eurasienne de Vladimir Poutine.

Alors que Bruxelles préparait, fin 2013, un accord d'association avec l'Ukraine, cette dernière la refusait sur pression russe. Par suite, d'importantes manifestations populaires, en particulier celles de la place Maïdan, dénonçaient l'accord douanier (première étape vers une union eurasienne) passé par le président ukrainien Viktor Ianoukovitch avec les autorités russes en échange d'une aide de prix préférentiels sur le gaz, et réclamaient sa démission. Le président dut quitter le pouvoir et s'enfuir le 22 février 2014 après avoir fait tirer sur la foule, provoquant la mort d'une centaine de manifestants. La Russie massa des troupes à la frontière de l'Ukraine alors que le Parlement de Crimée était occupé par des milices pro-russes, en prélude au rattachement de la péninsule à la Russie à la suite d'un référendum (le 16 mars 2014) jugé illégal par la communauté internationale. Les élections ukrainiennes qui suivirent (mai 2014) portèrent au pouvoir Petro Porochenko avec pour objectif

premier d'endiguer la guerre civile et le séparatisme latent de la partie orientale du pays où les milices pro-russes étaient très actives... le tout sur fond de bras de fer avec Moscou sur les livraisons de gaz, et leur prix... En contrepoint de ces événements, les Occidentaux prirent des mesures de rétorsion économique contre la Russie, et l'UE, le 28 juin 2014, a signé des accords d'association avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Alors que les rencontres à l'occasion de la commémoration du débarquement en Normandie du 6 juin 1944 semblaient amorcer une détente, la situation s'est de nouveau dégradée avec la destruction en juillet de l'avion malaisien (vol MH 17) abattu en Ukraine par un tir de missile et qui a fait 298 morts. Les Russes ont ensuite annoncé début août 2014, en représailles aux sanctions économiques occidentales contre Moscou, un embargo total sur une longue liste de produits alimentaires et envisageaient d'interdire le transit des avions européens par la Russie. Fin août, alors que le risque d'une confrontation directe entre la Russie et l'Ukraine semblait crédible, et en dépit de deux réunions quadripartites (Russie, Ukraine, Allemagne, France), les négociations portant sur un cessez-le-feu (région de Donetsk et région frontalière avec la Russie) et la poursuite du processus politique n'avaient toujours pas débouché sur un accord.

Il a fallu en fait s'y prendre à deux fois, d'abord sous les auspices de l'OSCE puis sous celui d'un quatuor Hollande-Merkel-Porochenko-Poutine, pour en septembre et février 2015 déboucher sur les accords de Minsk. Ces derniers gèlent la position dans l'est de l'Ukraine en faveur des pro-russes par une décentralisation du pouvoir dans les oblasts de Donetsk et Lougansk. Ils assurent néanmoins un cessez-le-feu et le retour au dialogue national en Ukraine, la libération des otages, la dissolution des groupes armés illégaux...

Depuis, le cessez-le-feu a été violé à de nombreuses reprises, le Parlement ukrainien a voté une loi sur le statut spécial du Donbass par ailleurs sinistré en conditionnant la tenue d'élections locales au retrait des groupes armés de la région et le pouvoir ukrainien a promis la tenue d'un référendum sur l'adhésion du pays à l'OTAN. Lors de l'été 2015, les combats semblaient reprendre dans l'est du pays où les séparatistes tentaient d'encercler Marioupol

Outre l'Ukraine, la question ukrainienne a eu par ailleurs des retombées en Russie. D'abord sur le plan économique, le pays est en effet en récession depuis deux ans (-4.6% encore au 2e trimestre 2015), les capitaux se sont enfuis, le rouble a perdu près de 50 % de sa valeur, les réserves de change ont fondu, les investissements ont chuté. Dans le domaine des droits de l'homme, les procédures judiciaires visant des opposants sont maintenues et l'opposant Alexeï Navalny a été condamné à trois ans et demi de prison avec sursis le 30 décembre 2014, les principales ONG russes ont été inscrites par le ministère de la Justice au registre des « agents de l'étranger », des pressions sont exercées sur l'Internet (fermeture administrative de blogs comme celui d'Alexeï Navalny, loi contraignant les blogs recevant plus de 3000 visites par jour à s'enregistrer), la contestation publique de l'annexion de la Crimée est passible de cinq ans de prison ferme alors que les commanditaires de l'assassinat de Boris Nemtsov (février 2014) n'ont pas été encore identifiés. . Au-delà et de façon générale, la question ukrainienne pèse sur les relations entre les Occidentaux (redéploiement de l'OTAN en Pologne et dans les pays baltes, agitation pro-russe en Moldavie, soutien russe affiché à la Grèce d'Alexis Tsipras) et la Russie et sur les relations entre cette dernière et l'UE dont les Etats sont eux-mêmes divisés sur la conduite à tenir envers la Russie. De fait, les deux partenaires souffrent tous deux des sanctions (récession russe, méventes agricoles pour l'UE, annulation de la vente par la France des Mistral à la Russie) alors que le Partenariat oriental marque le pas et que la Russie accentue son

repositionnement vers les BRICS (Sommet d'Oufa en juillet) et vers les pays de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS).

Editions
Ellipses

L'Afrique du Nord et le Proche-Orient à la recherche d'un nouvel équilibre entre instabilité et violences

Les bonnes nouvelles en provenance de la région (stabilisation du processus démocratique en Tunisie, reprise d'un dialogue avec l'Iran suivie d'un accord à l'été 2015) ont été rares. En effet, la zone a connu nombre de rebondissements porteurs de troubles que ce soit en Irak et Syrie, en Égypte. Même la Turquie, qui semble de plus en plus impliquée dans le désordre régional, n'est pas épargnée. Enfin, le cycle de violences entre Israéliens et Palestiniens n'est toujours pas enrayé alors que le conflit au Yémen a pris de l'ampleur.

Un exercice démocratique souvent de façade et parfois sous contrôle militaire...

En Algérie, les premières élections régionales se sont tenues en avril 2014 et ont abouti à la reconduction, pour un 4e mandat, d'Abdelatif Bouteflika. En Égypte, le maréchal Abdel Fattah al-Sissi, sur fond d'une violente répression des Frères musulmans, s'est porté candidat aux élections présidentielles égyptiennes et l'a emporté fin mai 2014 avec 96,9 % des voix et une participation d'environ 45 % (les Frères musulmans avaient appelé à l'abstention). La situation de l'Égypte présente actuellement des traits inquiétants : les élections législatives qui devaient se tenir entre mars et mai 2015 ont été reportées, des procédures d'urgence pour lutter contre le terrorisme, dont la limitation du droit de manifester, ont été prises. Les Frères musulmans continuent par ailleurs de rejeter le processus de transition, alors que plusieurs centaines de leurs membres, dont l'ancien président Morsi, ont été condamnés à la peine de mort. Enfin, la situation dans le Nord-Sinaï est très dégradée, avec des attentats terroristes revendiqués par le groupe Ansar Beit al-Maqdis, devenu « Province du Sinaï » après son allégeance à Daesh en novembre 2014. Ailleurs, alors que les élections d'avril-juin 2014 en Afghanistan n'avaient pas réussi à départager Abdullah et Ashraf Ghani, un accord a finalement été trouvé en novembre 2014 : Ashraf Ghani est devenu président et A. Abdullah a été nommé à un poste équivalent de celui de Premier Ministre d'un gouvernement d'unité nationale composée de ministres représentant les deux camps. Les élections présidentielles tenues en juin 2014 en Syrie se sont traduites par la victoire de Bachar el-Assad avec plus de 88 % des suffrages, alors que, le même mois, les élections législatives en Irak débouchaient sur une victoire du président Al-Maliki sans que cette dernière ne lui donne une majorité, l'Alliance pour l'État de droit n'obtenant que 92 sièges sur 328. Presque partout ces élections se sont déroulées avec le soutien d'armées plus ou moins impliquées dans le processus, à l'exception notable de la Tunisie en décembre 2014, ainsi que de la Turquie. En Tunisie, Béji Caïd Essebsi a été élu au suffrage universel à la présidence de la République tunisienne en décembre 2014. Plus marquant encore, en Turquie le président a dû revoir ses projets de présidentialisation du régime après le relatif échec de son parti aux élections législatives de 2015 : l'AKP qui a obtenu 40,7% des suffrages et 258 sièges sur 550 est contraint de former un gouvernement de coalition qui, à l'été 2015, n'était pas formé au point que l'on évoquait de nouvelles élections dans un contexte devenu difficile (Attentat de Suruç en juillet 2015, reprise de l'offensive contre le PKK).

... n'a pas empêché la poursuite ou l'irruption de nouvelles violences dont les plus notables ont concerné l'Irak et la Libye...

En ce qui concerne la Syrie, une conférence internationale s'est tenue à Genève (février 2014) mais le pouvoir syrien, qui avait alors amélioré sa situation militaire, et l'opposition sont restés sur des

positions qui semblent irréconciliables. Si le secrétaire de la défense américain pouvait se féliciter, courant août 2014, de la destruction des armes chimiques possédées par le régime syrien, sur le terrain la situation s'est compliquée par un retour en force de l'EIIL dans la région d'Alep au dépens des rebelles anti-Assad grâce aux armes saisies dans les bases de l'armée irakienne au cours du même mois. Lors de l'été 2015, la situation était plus que jamais chaotique, le régime en place réussissant néanmoins à perdurer en raison des aides russe et iranienne avec l'appui du Hezbollah. Lors de l'été 2015 un consensus entre la Russie, les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, pour une mise à l'écart progressive du président syrien se heurtait toujours au refus de l'Iran.

En Irak, alors que le niveau de violence atteignait un nouveau paroxysme (près de 800 morts par mois), le pays a été victime, à partir du mois de juin 2014 de l'attaque d'un mouvement, Daesh, né de la scission de l'ancienne branche irakienne d'Al- Qaïda cherchant alors à fusionner avec le Front Al-Nosra syrien mais qui a pris son autonomie sous la direction du « calife » Abou Bakr Al-Baghdadi. Le but revendiqué par cette organisation est de créer un État islamique, l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL). À la surprise générale, en raison de l'état de délitement du pays, ses troupes ont avancé très vite et quasiment sans combat, prenant des villes comme Tikrit, Mossoul, Raqa, et plus récemment la ville antique de Palmyre (mai 2015). Cette organisation, initialement soutenue par des pays comme le Qatar ou l'Arabie saoudite et bénéficiant de l'attitude ambiguë de la Turquie, contrôle désormais en continu des territoires couvrant la Syrie et l'Irak d'Alep à Mossoul. Daesh y a mis en place une administration qui sécurise la population sunnite tout en terrorisant les opposants et les éléments jugés hétérodoxes (chiites, chrétiens, kurdes, yasidis irakiens) ou déviants (homosexuels). Dans le même temps, Daesh qui, grâce à un marketing de la terreur, attire des volontaires de tout le Proche-Orient et des pays européens, a également su tisser un réseau à l'échelle mondiale de l'Algérie aux Philippines. Les Occidentaux, les États-Unis les premiers, ont certes réagi dès août 2014, par la mise sur pied d'une coalition internationale et par des frappes aériennes qui tiennent compte du précédent afghan (les populations sont épargnées). Ils ont également fait pression sur l'Irak pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale dirigé par un nouveau Premier ministre, Haïdar Al-Abidi. L'Iran a été lui aussi (avec les Gardiens de la révolution) conduit à intervenir, tout comme, plus récemment à l'été 2015, la Turquie. L'EI a subi plusieurs revers en 2015 avec la perte de Kobané ou Tikrit ou la prise par les Kurdes de Tall Abyad, ville frontalière de la Turquie et lieu de transit crucial pour les djihadistes. Il n'en reste pas moins que Daesh, faute d'une intervention au sol, se révèle résilient grâce à ses ressources financières, ses capacités militaires, ses techniques d'intimidation (décapitations...), et surtout en raison des objectifs particulièrement divergents de ses adversaires. Les questions régionales soulevées sont en effet particulièrement nombreuses et sont loin de faire l'unanimité : quel avenir pour la Syrie et l'Irak, quel partage d'influence régional pour la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Iran ? Quelle solution pour une question kurde que la Turquie ne semble surtout pas voir émerger ?

En Libye, le pays a également, depuis l'été 2014, sombré dans le chaos avec la décomposition des institutions politiques et administratives après que les missions diplomatiques, l'ONU, les principales ONG en soient parties. Les grandes villes dont Tripoli et Benghazi sont le théâtre d'affrontements entre des clans rivaux qui se disputent le pouvoir à l'aide d'armes lourdes, alors que la sécurité des frontières n'est plus assurée et que le pays est devenu un vaste embarcadère pour l'Europe. Deux camps rivaux se sont dans un premier temps dégagés, le premier autour du général Khalifa Haftar, le second dans une fédération où l'on retrouve les Frères musulmans et diverses obédiences djihadistes. Actuellement, deux institutions concurrentes s'opposent : la Chambre des représentants,

élue en juin 2014 qui siège à Tobrouk, dans l'est du pays et le Congrès national de Tripoli, proche des Frères musulmans et dont le mandat s'est officiellement arrêté en juin dernier. Pour compliquer le tout, l'État islamique a commencé à s'implanter dans la bande côtière de l'est du pays.

... ainsi que le Yémen où la situation s'est fortement dégradée

Le Yémen n'a pas été épargné par le printemps arabe. En janvier 2011, le président Saleh au pouvoir depuis la fin des années 1970 a été contesté en raison d'un pouvoir appuyé, lui aussi, sur un appareil sécuritaire et corrompu. Sa tentative de conserver le pouvoir en modifiant la constitution pour lui permettre une réélection à vie a précipité les choses. Sur pression de ses voisins du Golfe (plan de mars 2011 du Conseil de Coopération du Golfe, le CCEAG), il a néanmoins accepté, en dépit de tergiversations, de partir en novembre de la même année. Les partis au pouvoir et ceux de l'opposition ont ensuite signé un mécanisme d'application avec deux phases de transition. La première sur 90 jours prévoyait le transfert des principales prérogatives constitutionnelles du Président au vice-président, M. Hadi, suivi d'une convocation en février 2012 d'élections présidentielles qui lui ont effectivement permis d'être élu pour un mandat de deux ans. La seconde, qui devait suivre sur une période de deux ans, prévoyait la mise en place d'une conférence du dialogue national, rassemblant l'ensemble des composantes de la vie politique yéménite afin de permettre l'élaboration d'une nouvelle constitution et la tenue d'élections législatives et générales. Cette seconde phase qui a débuté en mars 2013 s'était conclue en janvier 2014 par la publication de 1800 recommandations qui préconisaient en particulier de former un État fédéral constitué de six entités. Le document détaillait également une feuille de route qui prévoyait l'extension de la période de transition politique, l'adoption d'une nouvelle Constitution, l'élaboration des lois régissant l'État fédéral ainsi que la tenue d'élections parlementaires et présidentielles en 2015. Toutefois, en septembre 2014, la situation politique s'envenimait de nouveau ainsi que la situation sécuritaire du fait d'un regain de tensions avec les rebelles houthistes (chiites), en conflit avec le pouvoir central depuis 2004, qui, à la suite de la décision du gouvernement de démanteler les subventions pour le carburant, lançaient une série de manifestations à Sanaa. Les choses s'accéléraient ensuite à partir de janvier 2015. À la suite d'une offensive menée dans la capitale par les miliciens houthistes les 19 et 20 janvier, le gouvernement puis le président Mansour Hadi démissionnaient le 22. Les Houthistes annonçaient la dissolution du Parlement yéménite et la création d'une « commission de sécurité » de 18 membres qui devait diriger les affaires du pays jusqu'à la mise en place d'un Conseil national de 551 membres. Assigné à résidence à Sanaa, le président Mansour Hadi prit la fuite à la fin du mois de février et s'employa à constituer un nouveau gouvernement à Aden, dans le sud du pays. Il annulait officiellement sa démission et qualifiait de nulles et non avenues toutes les mesures adoptées par les Houthistes depuis la prise de Sanaa en septembre 2014. La lutte entre les rebelles houthistes et les forces loyalistes s'amplifia encore en mars 2015 dans un contexte de violences tribales et confessionnelles dans lesquelles Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) et d'autres groupes extrémistes eurent leur part. À la fin du mois de mars, deux attentats suicides perpétrés contre des mosquées à Sanaa firent 126 morts alors qu'à l'extérieur de la capitale, le pays continuait d'être la proie de combats de grande ampleur. À la suite des avancées houthistes sur Taïz et Aden, une coalition de dix pays conduite par l'Arabie saoudite et comprenant d'autres pays membres du GCC lançait une opération militaire (bombardements aériens) au Yémen contre les rebelles soupçonnés d'être manipulés par l'Iran (un rôle surestimé selon les chancelleries occidentales). Dans un des pays les plus pauvres du monde arabe, les bombardements auraient, en près de 4 mois, provoqué la mort de 2 600 personnes alors que 80% de la population aurait besoin d'une aide alimentaire. Lors de l'été

2015, les forces loyalistes, équipées de chars et d'hélicoptères modernes fournis par les pays du Golfe progressaient toutefois au point de contrôler désormais les 2/3 du territoire mais toujours à l'exception de la zone Taëz-Saada.

... et alors que la situation est loin d'être stabilisée en Palestine...

Le processus de paix s'est trouvé une fois de plus bloqué et en conséquence un (nouveau) rapprochement entre le Fatah et le Hamas a été annoncé en avril 2014 alors que les violences se multipliaient sur l'esplanade des Mosquées, en Cisjordanie, sur les frontières de la Bande de Gaza. En conséquence, Israël a lancé une offensive sur Gaza (opération Bordure de protection) dans la nuit du 15 au 16 juillet, la plus importante depuis les opérations Plomb durci de décembre 2008-janvier 2009 et Pilier de défense d'octobre 2012. Il s'agissait de détruire le réseau de tunnels du Hamas où ce mouvement cache les roquettes tirées vers Israël et qui lui permet de monter des opérations en territoire israélien. L'opération, qui aurait fait 4 à 6 Md de dollars de dégâts, a eu un coût humain élevé avec plus de 2000 morts palestiniens (civils et enfants) pour 64 soldats israéliens tués. Le conflit, entrecoupé de nombreux cessez-le-feu, a finalement débouché sur le retrait des soldats israéliens et l'ouverture de négociations en Égypte dont la sécurité d'Israël (désarmement du Hamas) et le désenclavement de Gaza étaient les principaux enjeux. . Toutefois, une nouvelle fois en raison d'un dialogue de sourds entre les deux parties, les négociations ont été interrompues et ont pris fin en septembre 2014. Dans ce contexte, les initiatives sont venues des Palestiniens. Le Président Abbas a lancé, dès septembre 2014, un appel à la communauté internationale pour qu'elle fixe une date pour la fin de l'occupation et la création d'un Etat palestinien indépendant sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem pour capitale. Cette initiative a débouché sur la présentation au Conseil de sécurité, le 30 janvier 2015, d'une résolution palestinienne, rejetée pour n'avoir pas recueilli les voix nécessaires. À la suite de ce rejet, le Président Abbas a signé l'adhésion de la Palestine à 20 traités et conventions internationales, dont le Statut de Rome sur la Cour pénale internationale (CPI) auquel la Palestine est devenue partie le 1er avril 2015. En représailles, les Israéliens ont, un temps, gelé le versement de 106 millions d'euros mensuels de taxes et droits de douane collectés pour le compte de l'Autorité palestinienne. . Actuellement (été 2015), il n'y a guère de chance (on évoque pourtant des négociations secrètes entre Israël et le Hamas, sur pression de l'Arabie saoudite) pour que le dossier avance, suite à la formation en Israël d'un nouveau gouvernement de coalition autour du Likkoud et de B. Netanyahou qui, issu des élections législatives du 17 mars 2015, est entré en fonction le 14 mai dernier. Il comprend en effet des membres du centre-droit mais aussi de 4 petits partis ultra-orthoxes et nationalistes. Un nouveau cycle de violence pourrait également s'enclencher suite, fin juillet, à la mort d'un bébé palestinien brûlé vif en Cisjordanie du fait de colons juifs.

... de bonnes nouvelles venues d'Iran sinon de Tunisie

En Iran, les espoirs de modération du régime après l'entrée en fonction de Hassan Rohani en août 2013 ne se sont pas vraiment concrétisés sur le plan intérieur. L'économie reste pénalisée par une très forte inflation et un chômage élevé et la répression, en particulier contre les journalistes, ne s'est pas relâchée du fait, semble-t-il, d'une institution judiciaire acquise aux conservateurs. Par

contre le cycle de négociations sur le nucléaire, qui s'est ouvert à Vienne le 3 juillet 2014, a finalement abouti après plusieurs prolongations.

En effet, le groupe des « 5+1 » (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) et l'Iran, après 12 ans de négociations, se sont mis d'accord le jeudi 2 avril 2015 sur un accord-cadre finalisé le 14 juillet. L'Iran a accepté de réduire des deux tiers le nombre de ses centrifugeuses, des machines qui servent à produire l'uranium enrichi à 90 %, nécessaire à la fabrication de la bombe atomique. Téhéran devra se satisfaire de 6 104 centrifugeuses (contre 19 000 actuellement). Sur ces 6 104 machines, 5 060 auront le droit de produire de l'uranium enrichi pendant dix ans. L'Iran accepte aussi de réduire son stock d'uranium faiblement enrichi (LEU) de 10 000 kg à 300 kg (enrichi à 3,67 %) pendant quinze ans et s'est engagé à ne pas enrichir d'uranium à plus de 3,67 % pendant au moins la même période. Le matériel excédentaire sera entreposé sous surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et ne pourra servir qu'à des remplacements. Natanz, la principale installation d'enrichissement iranienne, deviendra l'unique installation d'enrichissement du pays. Le cœur du réacteur à eau lourde, qui aurait pu produire du plutonium, sera détruit, ou déplacé en dehors du territoire iranien. Le nouveau réacteur qui le remplacera se limitera à la recherche et à la production de radio-isotopes médicaux. L'AIEA sera chargée de contrôler régulièrement tous les sites nucléaires iraniens et ses inspecteurs pourront accéder aux mines d'uranium et aux lieux où l'Iran produit le yellowcake (un concentré d'uranium) pendant vingt-cinq ans. . En contrepartie, les sanctions seront levées progressivement et les avoirs gelés de l'Iran (135 Md de dollars) seront débloqués si l'Iran respecte ses engagements. Les sanctions adoptées par l'UE et les États-Unis visant les secteurs de la finance, de l'énergie et du transport iranien seront levées (début 2016) dès la mise en œuvre par l'Iran de ses engagements, et attestée par un rapport de l'AIEA. La même procédure sera suivie pour lever les six résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies contre l'Iran depuis 2006. Les sanctions relatives aux missiles balistiques et aux importations d'armes offensives sont par contre maintenues et le transfert de matériels sensibles pouvant contribuer au programme balistique iranien sera interdit pendant huit ans, sauf autorisation explicite du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette victoire du groupe des six n'est sans doute qu'apparente. Israël et les monarchies du Golfe redoutent que l'Iran utilise sa nouvelle trésorerie pour soutenir encore davantage les milices chiïtes du Proche-Orient et pour renforcer ses capacités militaires, à un moment où ce pays est impliqué dans les grandes crises de la région, de la Syrie à l'Irak, en passant par le Liban et le Yémen. Fondamentalement, les adversaires de l'accord de Vienne, qui s'appuient sur le précédent nord-coréen, redoutent que ce compromis ne fasse que retarder l'Iran dans l'obtention de la bombe.

Les nouvelles venues de Tunisie sont plus mitigées. À côté d'une réelle démocratisation, des actes terroristes menacent son tourisme et un essor économique qui lui est pourtant indispensable. La nouvelle constitution a été finalisée et promulguée entre janvier et février 2014. Elle proclame un certain nombre de libertés (la liberté d'expression, la liberté de l'information et la liberté de conscience), consacre un exécutif bicéphale, accorde une place réduite à l'islam et, pour la première fois dans l'histoire juridique du monde arabe, introduit un objectif de parité hommes-femmes au sein des assemblées élues. Un gouvernement d'union dirigé par Mehdi Jomaa (sans étiquette politique) est d'abord entré en fonction le 29 janvier 2014 pour diriger ce qui devrait être le dernier gouvernement de transition, composé de technocrates sans affiliation politique déclarée, alors qu'une assemblée nationale constituante faisait office d'exécutif. Les élections générales, présidentielles et législatives, prévues entre octobre et décembre 2014, se sont ensuite

effectivement tenues. Aux législatives du 26 octobre, le parti Nidda Tounès (Appel de la Tunisie) est arrivé en tête devant Ennahda, puis le 21 décembre, Beiji Caïd Essebi a été élu président de la République. Un gouvernement au large spectre politique, dont des membres d'Ennahda, a été ensuite nommé sous la direction du premier ministre Habib Essid. Outre une situation économique atone, voire dégradée, faisaient toutefois encore problèmes l'instabilité sociale et la présence d'éléments djihadistes à proximité des frontières avec la Libye et avec l'Algérie. Récemment, le pays a été touché par deux attentats revendiqués par l'État islamique : celui du musée du Bardo en mars 2015, puis la tuerie d'El-Kantaoui près de Sousse (38 morts) en juin 2015. En riposte, le gouvernement a décrété l'état d'urgence, décidé la fermeture de lieux de cultes radicaux (80) et de faire examiner une loi sécuritaire dans l'urgence.

L'Afrique entre espoirs et risques de rechute

Le titre reste d'actualité en raison des bonnes nouvelles économiques venues du continent mais aussi de l'épidémie de la fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest (Guinée, Liberia, Sierra Leone) qui a déjà fait plus de mille morts (mais pour lequel on serait sur le point de mettre au point un vaccin), et surtout des nouvelles flambées de violences qui embrasent le continent.

Une conjoncture économique qui reste toujours favorable...

Après 3,9 % de croissance, l'OCDE comme le PNUD anticipent 4,8 % pour 2014 et 4,75 % pour 2015 pour l'ensemble du continent et ses 54 pays. Comme le soulignait Le Monde du 22 juin 2015, la croissance est surtout à l'est dans la mesure où l'Ouganda, le Kenya et l'Éthiopie sont moins exposés que d'autres à la baisse des matières premières en raison de la diversification croissante de leurs économies (agro-industrie, textile, chaussures...) et devraient connaître en conséquence un taux de croissance de l'ordre de 7,2% en 2015. Désormais les IDE (80 Mds de dollars) y devanceraient les « remises » (67, 1 Md de dollars) et l'aide publique au développement, APD, (55,2 Md de dollars). Alors que l'APD représente encore plus de la moitié des apports financiers des pays à faibles revenus, les transferts des migrants représentent l'essentiel des financements externes dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (1 026 - 4 085 dollars par habitant). Les IDE sont par contre majoritaires (70 %) dans les pays à revenus intermédiaires supérieurs. Ils restent essentiellement concentrés sur l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Soudan, le Maroc, le Mozambique dans un contexte où les pays émergents (Chine, Afrique du Sud, Malaisie) y sont devenus une source majeure d'investissements. Si ces derniers concernent toujours de façon privilégiée les matières premières, ils concernent aussi de plus en plus les services financiers, le bâtiment, les produits chimiques et de consommation à destination d'une classe moyenne émergente. Autre signe favorable encore, les émissions d'obligations souveraines africaines (Seychelles, Ghana, Gabon, Nigeria, Sénégal, Zambie, Rwanda...) ont frôlé en 2013 les dix milliards de dollars. Enfin, le libre-échange progresse fortement sur le continent. Le 10 juin 2015, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), la Communauté de développement d'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) ont lancé une zone de libre-échange « tripartite » (TFTA) qui réunira 26 pays avec un PIB de l'ordre de 630 Md de dollars. Quelques jours plus tard, lors d'un sommet de l'Union africaine, les chefs d'État africains ont engagé officiellement des négociations qui devraient durer deux ans pour la mise en place de la future zone de libre-échange africaine.

Un intérêt renouvelé de la part des États-Unis...

Début août 2014, le président Obama a reçu une quarantaine de chefs d'États africains pour un sommet inédit États-Unis-Afrique nommé Investir dans la prochaine génération (pour aider les jeunes Africains à avancer) à forte coloration économique, même si les questions de sécurité sanitaire (Ebola) ou de lutte contre le terrorisme y ont été évoquées. Dans un contexte où tout le monde, ou presque, tient un sommet avec l'Afrique (Chine, Inde, Brésil), la finalité première pour les États-Unis, comme pour les autres, est de profiter du potentiel de croissance d'un continent (la deuxième région du monde en plus forte croissance économique) qui recèle 9 % du pétrole mondial, 30 % des richesses minières et un potentiel foncier inestimable. Ont été actés lors du forum le principe d'un renouvellement de l'African Growth Opportunity Act, ou AGOA, qui arrive à terme

l'année prochaine mais sera sans doute révisé en termes d'éligibilité, ainsi qu'un renforcement de l'aide militaire américaine à une douzaine d'États pour les aider à mieux assurer leur sécurité (Ghana, Mali, Maroc, Niger, Nigeria, Tunisie) ou pour la création (aide de 110 millions de dollars sur une période de 3 à 5 ans) d'une force d'intervention rapide (Ghana, Éthiopie, Ouganda, Sénégal, Rwanda, Tanzanie). . En 2015, le président américain a, à son tour, après une première tournée en 2013, effectué un 4e voyage africain qui l'a conduit au Kenya et en Éthiopie où il a rappelé les grands axes de sa politique à l'égard du continent tout en dénonçant les maux. Il n'empêche qu'en dépit du volontarisme américain, les BRICS y marquent incontestablement des points : selon la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (rapport 2013) « les échanges commerciaux de l'Afrique avec les BRICS se sont développés plus rapidement qu'avec toute autre région du monde : ils ont doublé depuis 2007 pour s'établir à 340 milliards de dollars en 2012 et devraient atteindre 500 milliards de dollars d'ici à 2015 ». L'Inde et la Chine (avec la Route de la soie maritime) devraient encore y accentuer leur présence. Même si, contrairement aux idées reçues, les États-Unis restent, avec la France, des investisseurs majeurs en Afrique. . Cet intérêt a par ailleurs un volet stratégique : les États-Unis ont créé Africom en 2007, et une base comme Djibouti suscite désormais l'intérêt des Chinois qui devraient à leur tour (après les Français, les Américains, les Japonais depuis 2011) y installer une base maritime... .

Des chefs d'État qui s'accrochent au pouvoir en dépit de la constitution de leur pays qui le leur interdisait

Le fait a été dénoncé par B. Obama lors d'un discours devant les chefs d'État africains à Addis- Abeba en juillet 2015. Effectivement, après le Cameroun, le Tchad, l'Angola ou l'Ouganda, le phénomène pourrait toucher en 2015-2017 le Burkina Faso (Blaise Compaoré), la République du Congo ou Congo-Brazzaville (Denis Sassou Nguesso), la République démocratique du Congo ou RDC (Joseph Kabila), le Rwanda (Paul Kagamé). Les arguments utilisés pour justifier ces mesures ne varient guère : le besoin de stabilité, la nécessité de poursuivre une œuvre inachevée, la réponse à une demande populaire. Au printemps 2015, le phénomène a touché à son tour le Burundi où Pierre Nkurunziza s'est fait réélire (juillet 2015) en dépit de violentes manifestations et d'une tentative de putsch.

Une violence qui ne se calme pas dans la région du grand Sahel ou dans la Corne de l'Afrique

Si au Mali, une paix de résignation a fini par s'imposer...

La « guerre de libération du Mali » s'est officiellement achevée en mars 2014 (selon Jean -Yves Le Drian) même si les activités terroristes n'y sont pas éradiquées et si les troupes françaises ont été la cible d'attaques, alors que dans le nord, des combats opposaient toujours les troupes maliennes au MNLA qui ont même repris le contrôle de Kidal. Toutefois, en juillet 2014, le gouvernement malien et ce dernier signaient la fin des hostilités et engageaient des négociations à Alger. Dans le même temps, les forces de la Minusma restaient sur place, et la France, qui souhaitait réorganiser son dispositif pour avoir une conception régionale du contre-terrorisme, déplaçait son poste de commandement de Bamako vers Ndjamenà au Tchad en annonçant (13 juillet 2014) la fin de l'opération Serval remplacée par l'opération Barkhane (3 000 hommes) pour lutter contre le terrorisme dans l'ensemble du Sahel (Niger, Tchad)... Finalement, en juin 2015, une paix de compromis a été signée à Alger entre le Mali et les groupes rebelles du nord du Mali pour déboucher

sur « un fédéralisme qui ne dit pas son nom », mais il n'en reste pas moins que des milices touarègues restent actives (particulièrement dans le trafic de cocaïne), dans le nord du pays, ainsi que divers mouvements djihadistes.

... en Centrafrique rien n'est encore réglé...

À la fin de l'année 2013, la France déclenchait en urgence de l'opération « Sangaris » dans le contexte complexe d'une guerre civile démarrée en 2004. De violents combats opposaient alors ex-rebelles de la Seleka (en majorité musulmans) aux anti-balaka (en majorité chrétiens). Six mois plus tard, sur un territoire plus grand que la France, la situation politique s'était améliorée avec l'installation au pouvoir, le 20 janvier 2014, de la présidente de transition Catherine Samba-Panza qui devait assurer l'intérim jusqu'à l'organisation d'élections prévues initialement en février 2015 mais qui n'ont toujours pas eu lieu. Ainsi, si les 1 700 soldats français et les 6 000 Africains (forces de l'Union africaine en Centrafrique ou Misca) présents ont permis de mettre un terme aux massacres, le processus de réconciliation nationale y bégaie, et le pays, dépourvu de structures administratives ou judiciaires, est loin d'avoir retrouvé la stabilité : les ex- Seleka sont regroupés dans le nord-est, et l'ensemble du pays est soumis aux exactions, à Bangui même, des nombreux chefs de guerre.

...et au Nigeria, Boko Haram est devenu un danger pour tout l'ouest africain

Le pays est depuis 2002 en proie aux exactions de la secte musulmane Boko Haram (« l'éducation occidentale est un péché ») forte de 15 000 (?) hommes dont l'objectif initial est de faire appliquer la charia dans tout le Nigeria mais qui contribue aussi à déstabiliser les pays voisins, Cameroun, Tchad, Niger, Mali y compris. Boko Haram fait régner la terreur dans tout le nord-est du pays (États de Yobé, Adamawa, Borno) mais est aussi à l'origine d'attentats dont celui d'Abuja en juin 2014. L'enlèvement de plus de 200 lycéennes destinées à être vendues comme esclaves et mariées a suscité une émotion planétaire et l'envoi de policiers français et américains pour seconder les pouvoirs locaux. Par suite, un sommet s'est réuni en mai 2014 à Paris rassemblant les Chefs d'État du Nigeria, du Cameroun, du Niger, du Tchad, du Bénin avec des représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne afin d'esquisser une collaboration régionale et d'échanger des renseignements. Une offensive, appuyée par les forces nigériennes et relayée par l'armée nigériane, a été conduite en janvier 2015 et une force multinationale mixte (FMM) de plus de 8 000 hommes, décidée par l'Union africaine, est en cours de constitution et devrait être composée de soldats béninois, camerounais, nigériens, nigériens et tchadiens. Les élections présidentielles qui se sont tenues en avril 2015 ont par ailleurs permis l'élection de Muhammadu Buhari, ancien militaire qui, lorsqu'il était au pouvoir (1983-85), a déjà conduit une politique de répression vigoureuse contre le groupe islamiste qui a fait récemment, au printemps 2015, allégeance à Daesh. La tâche du nouveau président sera d'autant moins facile que le Nigeria est déstabilisé par la baisse des cours du pétrole qui reste sa principale ressource (80% de ses recettes) et a dû faire appel à l'aide des États-Unis.

Au Soudan du Sud, le pire reste quotidien...

Une guerre civile particulièrement violente, (on y évoque des crimes contre l'humanité : villages rasés, viols de masse), y oppose depuis décembre 2013, sur des bases identitaires et ethniques (les peuples Dinka et Nuer) le président, Salva Kiir, et l'ex-vice-président, Riek Machar. Trois cessez-le-feu y ont avorté en raison de l'hétérogénéité et de l'indiscipline de leurs troupes ainsi que des immixtions étrangères (le Soudan soutient les rebelles, le JEM du Darfour et l'Ouganda les forces

gouvernementales). Sur fond de crise humanitaire et d'une relative indifférence des grandes puissances, la famine y serait, selon l'ONU, la pire du monde et toucherait le tiers de la population. Fin août, une énième tentative semblait avoir des difficultés à se concrétiser malgré des pressions conjuguées des États africains, des États-Unis et de la Chine.

... ainsi que dans la Corne de l'Afrique

Il y a peu d'évolutions positives dans une région qui, selon les ONG humanitaires n'a rien à envier à la précédente, avec la moitié de la population souffrant d'un état d'insécurité qui est la résultante de l'hyperinflation, de la sécheresse, de l'insécurité politique, des difficultés d'accès à l'aide internationale. Les Chababs qui continuent de recruter dans les bidonvilles du pays (Kisumu, Nairobi, Mombassa...), pourtant affaiblis en Somalie par la perte des ports qu'ils contrôlaient, ont étendu leurs activités au Kenya en liaison avec une galaxie de mouvements insurgés locaux : sont désormais touchés Nairobi, Mombassa et la côte, la région frontalière de la Somalie. Il existe de même des cellules en Ouganda, en Tanzanie, à Djibouti. La situation en Érythrée, sous sanctions de l'ONU, n'est pas meilleure. Le pays, « une prison à ciel ouvert », connaît une situation économique très précaire en raison de l'absence d'activités productives et de soutiens financiers extérieurs, ainsi que des pénuries d'électricité, d'eau, de carburant. Elle alimente actuellement une pression migratoire accrue sur l'UE.

Les Amériques, vers un rééquilibrage des deux sous-continentes ?

Le gouvernement canadien tel qu'en lui-même, de nouvelles élections à l'automne 2015

Le Canada a conduit une politique étrangère virulente au moins sur le plan rhétorique : condamnation de la Russie dans la crise ukrainienne, positions pro-israéliennes, participation aux actions contre l'EI en Irak. Par ailleurs, M. Harper qui est parvenu à mettre en place certaines des réformes qu'il n'avait pu introduire pendant ses deux premiers mandats (durcissement de la justice pénale, restrictions modérées à l'immigration, détricotage des lois environnementales, réduction de la fonction publique fédérale, facilitation de la détention de certaines armes à feu appréciées dans l'Ouest) a récemment pris prétexte des attentats commis au Canada (octobre 2014) afin de procéder à de nouvelles élections législatives en octobre 2015, apparemment pour pouvoir renforcer les mesures anti-terroristes.

Aux États-Unis, la situation s'améliore, Obama utilise son pouvoir réglementaire pour tenter de surmonter les blocages politiques, une présence qui se veut plus discrète à l'extérieur

Malgré le « coup de froid » du premier trimestre 2014, la situation économique des États-Unis s'est plutôt améliorée avec une croissance de 1,9 % sur 2013, de près de 2,6 en 2014 et peut-être du même ordre en 2015 en dépit « de coups d'accordéon ». Parfois qualifiée pour cela d' « étrange reprise » (création d'emplois peu qualifiés, production industrielle récente et consommation des ménages stagnante) elle repose, dans un contexte où les taux de la FED restent bas, sur la reprise du marché de l'immobilier et l'atténuation des restrictions budgétaires (accord au Congrès fin 2013). Le taux de chômage a cependant accentué sa décrue pour passer à 5,5 %, taux le plus bas depuis 5 ans.

Les aléas de la vie politique n'ont par ailleurs pas permis de déboucher sur un accord bipartisan dans le domaine de lutte contre le réchauffement climatique ou sur la régularisation des immigrés clandestins. Toutefois, alors que la Chambre des représentants s'est refusée en 2015 de donner, dans un premier temps, des pouvoirs de négociations étendus au Président dans la conduite du traité Asie-Pacifique (TPP), il a pu finalement, grâce à l'appui des Républicains, faire adopter la trade promotion authority (TPA) au Sénat

Malgré tout aussi, le président Obama a rendu public en juin 2014 son projet de réglementation par décrets et directives destiné à réduire de 30 % les émissions de CO2 des centrales électriques américaines d'ici à 2030 par rapport à leur niveau de 2005. L'Environmental Protection Agency (EPA) devait finaliser en 2015 des réglementations sur les normes d'émissions des centrales thermiques, nouvelles et existantes, avant que le président n'annonce, le 4 août 2015, son « plan pour une énergie propre ».

À l'international, un accord a été conclu avec la Chine, le 12 novembre 2014, au terme duquel les États-Unis s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 26 à 28% en 2025 par rapport à 2005.

En ce qui concerne l'immigration, et un contexte où les États-Unis font face à un afflux d'enfants non accompagnés en provenance d'Amérique centrale à la frontière Sud, et alors que douze millions de migrants sans-papiers attendent une régularisation promise, le président Obama avait annoncé, à

l'approche des élections de mi-mandat, qu'il allait là aussi légiférer par décrets. Un plan de régularisation concernant 4.4 millions de personnes fut suite présenté en novembre 2014 mais a été suspendu en février 2015 par la décision d'un juge fédéral au Texas.

Cet agenda semblait cependant retardé, fin août 2014, par les émeutes de Ferguson (Missouri) suite à la mort d'un jeune Noir tué (le 9 août) par un policier qui semble avoir relancé la question noire aux États-Unis, d'autant plus que, depuis, plus d'une dizaine de Noirs ont été tués par la police. Le président américain semblait toutefois, à l'été 2015, reprendre la main avec l'annonce d'une ambitieuse réforme pénale.

En ce qui relève des relations extérieures, le voyage en mai 2014 du président Obama au Japon, en Corée du Sud, en Malaisie et aux Philippines a confirmé la volonté américaine de rééquilibrage de la politique américaine en Asie. En témoignent la signature d'un nouvel accord militaire de dix ans avec les Philippines, l'aval à la réinterprétation des dispositions constitutionnelles japonaises afin que le pays puisse participer à un système de défense collectif, la condamnation à peine voilée des pressions chinoises en mers de Chine.

Le président Obama a, par ailleurs, livré une importante déclaration de politique étrangère lors d'un discours à West-Point le 28 mai 2014. En cette circonstance, il a pu déclarer : « L'Amérique doit montrer la voie sur la scène internationale. Si nous ne le faisons pas, personne ne le fera. L'armée est, et sera toujours, l'épine dorsale de ce leadership. Mais une intervention militaire américaine ne peut être la seule – ou même la première – composante de notre leadership en toutes circonstances. » Il ajoutait : « Depuis la Seconde Guerre mondiale, certaines de nos erreurs les plus coûteuses ne sont pas venues de notre retenue mais de notre volonté de nous précipiter dans des aventures militaires sans penser à toutes les conséquences ». Le commentaire venait en appui à la fois du départ programmé d'Afghanistan et à la recherche d'une solution politique pour résoudre la crise syrienne. Dans le même discours, le président a également affiché la priorité donnée à la création d'un fonds de 5 milliards de dollars pour lutter contre le terrorisme au Yémen, en Somalie, en Libye ou au Mali...

Il n'en reste pas moins qu'en 2015, la politique étrangère du président Obama qui appelle à « la patience stratégique » a été, malgré les avancées sur les questions iraniennes et cubaines, très attaquées par les Républicains (évoquant un wimp factor) mais aussi par les commentateurs étrangers. Ainsi, selon Dominique Moïsi, il n'y a pas de doctrine Obama. Pour lui, « le seul pivot qui compte aujourd'hui dans la politique étrangère des États-Unis, ce n'est pas le pivot asiatique ou chinois, c'est le pivot américain. » et Obama n'aurait pas en particulier de vision stratégique cohérente au Proche-Orient où il se satisferait de jouer la carte du rapprochement avec l'Iran.

Au Mexique, toujours la guerre contre les narco-trafiquants

L'enlèvement et le probable assassinat de 49 personnes, dont 43 étudiants, dans la ville d'Iguala (État du Guerrero), en septembre 2014, a provoqué une immense indignation dans l'opinion publique mexicaine, lasse de la violence et de la corruption engendrées par le trafic de drogues. Les élections de mi-mandat du 7 juin 2015 ont été remportées par le PRI, qui reste le premier parti du Mexique avec 29,18 % des votes.

Sur le fond d'une Amérique latine en panne de croissance...

Corruption, ralentissement économique, chute des cours des matières premières (pétrole mais aussi minerais et produits agricoles)... l'Amérique latine, du Brésil au Mexique en passant par le Venezuela et l'Argentine, est menacée de crises institutionnelles, faute de nouvelles réformes. Le ralentissement économique qui n'affecte toutefois pas tout le continent (l'Amérique centrale et le cône Sud sont mieux préservés par la diversification de leurs économies) a en effet d'incontestables effets sociaux qui expliquent le mécontentement. La baisse des ressources explique ainsi la remontée générale des taux de pauvreté ainsi que la précarisation des classes moyennes en raison de l'existence de filets de sécurité sociale souvent incomplets.

Au Brésil, un mécontentement médiatisé et persistant ...

L'organisation de la Coupe du monde de football 2014 a été l'occasion pour les Brésiliens de manifester leur mécontentement par des protestations inusitées depuis les années 1990. Elles ont été alimentées, entre autres, par le montant des sommes engagées (11 milliards de dollars de fonds publics), par la préparation jugée chaotique de l'événement, par les retards dans la construction des stades et des infrastructures de transport...

Dans un contexte dans lequel la croissance a chuté à 2,3 % et à 0,2 % au premier trimestre 2014 alors que l'inflation était de l'ordre de 6,5 % sur un an, la classe moyenne brésilienne a aussi réclamé, sur fond de scandales politico-économiques, un meilleur partage de la croissance, un meilleur système éducatif, un meilleur système de santé, une meilleure gestion du secteur public et une lutte efficace contre la corruption. D'autres revendications catégorielles ont également profité de la résonance du mondial pour se faire entendre : les employés du métro ou les sans-toits à Sao Paulo, les sans-terres ont bloqué les accès routiers de Belem, Fortaleza, Salvador de Bahia, les favelas de Rio ou de Sao Paulo se sont à plusieurs reprises embrasées. . Dilma Rousseff a malgré tout été réélue pour un second mandat le 26 octobre 2014, au second tour de l'élection présidentielle, avec 51,6% des voix devant le candidat de l'opposition, Aécio Neves (Parti de la Social-démocratie brésilienne). Les manifestations contre le pouvoir en place ont pourtant repris au printemps 2015 (et se sont intensifiées au cours de l'été 2015) alors que les enquêtes pour corruption (Petrobras, Eletronuclear, filiale d'Eletrobras) se sont multipliées et que l'une des dernières en date affecte, pour trafic d'influence, Lula lui-même. Dans un contexte où le taux de popularité serait tombé à 8%, les manifestants de l'été 2015 réclamaient sa démission.

Au Venezuela, rien ne va plus ?

Nicolas Maduro a été élu président le 14 avril 2013 dans des circonstances contestées, mais son parti a ensuite gagné en décembre les élections municipales avec 49,2 % des suffrages contre 42,7 % à l'opposition et s'est adjugé 255 municipalités sur un total de 337. Il n'en reste pas moins que le pouvoir a dû, depuis, faire face à une contestation de l'opposition et des étudiants qui a donné lieu à d'importantes manifestations. Présentées comme un coup d'État en marche, elles ont été à ce jour réprimées avec brutalité par la garde nationale et les « collectifs chavistes », faisant des dizaines de morts. Cette répression a donné lieu à de sévères critiques de la Conférence des évêques

vénézuéliens qui ont dénoncé l'absence de libertés publiques et la mise en place d'un système de gouvernement de type totalitaire. Ce constat a été, en dépit de la mise en place d'une Conférence de la paix en février, corroboré par un rapport de mai 2014 d'Human Rights Watch (HRW) qui accuse le Venezuela de violations systématiques des droits de l'homme. La situation économique du pays, dans un contexte de corruption extrême, s'est par ailleurs dégradée avec une chute de la production et une dépendance accrue à l'égard du pétrole, une forte inflation (60 %), une pénurie générale, un endettement croissant et une dévaluation de la monnaie. Dans le domaine des relations internationales, Nicolas Maduro s'inscrit toujours dans la continuité de celle d'Hugo Chavez avec une diplomatie Sud-Sud, émancipée des Occidentaux, avec pour objectif de promouvoir un monde multipolaire (d'où des alliances stratégiques avec la Chine, la Russie et l'Iran...). Dans un contexte où les relations avec les États-Unis se sont fortement dégradées, les prochaines législatives sont prévues pour le 6 décembre 2015.

L'Argentine a porté plainte contre les États-Unis

Ce pays de 2,7 millions de km² pour 41 millions d'habitants, est, après avoir connu une période de dictature entre 1976 et 1983, une république fédérale avec un régime présidentiel. Il a été dirigé depuis 2003 par les époux Kirchner (Nestor entre 2003 et 2007 puis Cristina depuis) qui ont conduit une politique économique et sociale très volontariste (renforcement du rôle de l'État, protectionnisme, politique sociale ambitieuse...). Mme Kirchner, réélue 2011, s'appuie sur une coalition, le Frente para la Victoria, dont le parti péroniste est l'épicentre. Troisième puissance économique d'Amérique latine (après le Brésil et le Mexique), le pays a connu, après son effondrement de 2001, une forte croissance (7,5% en moyenne par an de 2003 à 2011, puis environ 3 % ces dernières années). Il souffre néanmoins d'une inflation élevée, du manque d'investissements dans les infrastructures en particulier, d'un déficit chronique de sa balance des paiements. Membre du G20, l'Argentine est très active sur le plan international à commencer dans ses relations avec ses partenaires du MERCOSUR. Attachée au multilatéralisme, elle participe à des opérations de maintien de la paix (Minustah) et accueille depuis 2011 le Centre d'études stratégiques et de défense du Conseil de Défense de l'UNASUR. Les problèmes actuels du pays qui ont fait l'actualité de l'été 2014 s'inscrivent dans le contexte de la faillite de 2001 qui avait jeté le pays dans le chaos. Entre 2005 et 2010, les créanciers du pays (détenteurs de 93 % de la dette) avaient accepté une décote de près de 70 % de la dette argentine, à l'exception de deux fonds spéculatifs, Aurelius et NML, qui lui réclament 1,33 Md de dollars. L'Argentine devait honorer en juillet dernier une somme de 539 millions de dollars (intérêts de la dette) aux premiers, mais la justice américaine (une partie des obligations argentines avait été émise en dollars sous le droit de l'État de New York) a ordonné à la Bank of New York Mellon de bloquer l'argent tant que le pays ne rembourserait pas aussi les deux fonds voutours qui avaient acheté de la dette argentine décotée pour se la faire rembourser au prix d'émission. Officiellement une nouvelle fois en défaut de paiement, l'Argentine a saisi la Cour internationale de Justice de La Haye, non reconnue par les États-Unis, en accusant ces derniers de violer sa souveraineté et son immunité judiciaire afin sans doute d'obtenir un moyen alternatif pour trancher le contentieux entre les deux pays de façon pacifique. Ensuite, fin août 2014, la présidente a présenté un projet de loi visant à convaincre ses créanciers obligataires d'échanger leurs titres contre de nouvelles dettes régies par le droit argentin, une initiative destinée à procéder au règlement des dettes à Buenos Aires afin de s'affranchir des décisions de la justice américaine qui s'est empressée

de déclarer illégal le procédé. Les prochaines élections présidentielles se tiendront en octobre 2015. Déjà élue par deux fois, Mme Kirchner ne pourra pas se représenter.

Mais (enfin) la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba

Les Présidents B. Obama et Raúl Castro ont annoncé le 17 décembre 2014 le prochain rétablissement des relations diplomatiques entre Washington et Cuba, avant que les États-Unis n'adoptent des mesures d'allègement des restrictions économiques à l'égard de Cuba (en janvier 2015) pour faciliter les séjours de ressortissants américains à Cuba, l'emploi de cartes de crédit émises par des banques américaines et la possibilité pour les banques américaines d'ouvrir des comptes à Cuba, la hausse du plafond pour l'envoi d'argent de la part des migrants, l'exportation de matériaux de construction et le renforcement des échanges en matière de télécommunication. B. Obama a ensuite annoncé, début juillet 2015, que les États-Unis et Cuba avaient trouvé un accord pour le rétablissement de leurs relations diplomatiques et la réouverture d'ambassades à Washington et La Havane. Le Président américain a également manifesté qu'il était prêt à réexaminer l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme et alléger certaines dispositions d'un embargo que le Congrès américain est seul en capacité d'abroger.

L'Asie, entre turbulences politiques et géostratégiques et quête de coopération économique

Si l'Asie est sans doute, plus que jamais, dans l'ombre de la Chine, il faut noter plus d'évolutions que de révolutions, si l'on excepte peut-être la Thaïlande...

Une alternance en Inde, alors que le Pakistan semble concerter ses opérations avec les États-Unis...

En Inde, les élections législatives se sont tenues entre le 7 avril et le 12 mai 2014. Comme prévu, elles ont été remportées par le BJP de Narendra Modi, 63 ans, et ses alliés de l'Alliance nationale qui détiennent désormais 337 sièges sur 543 au Parlement.

Le BJP a largement profité du désenchantement général lié à une série de scandales et au ralentissement de la croissance qui a été divisée par deux par rapport à 2005.

La priorité du nouveau gouvernement sera l'économie, « le seul médicament pour traiter les problèmes de l'Inde », selon le nouveau Premier ministre, qualifié de Reagan indien lors de son intronisation. Le libéralisme devrait être ainsi accentué bien que la promesse ait été faite de ne pas toucher aux programmes sociaux. Outre l'assainissement des finances publiques, une relance de l'investissement et la construction d'infrastructures sont affichées.

À ce titre, le nouveau gouvernement indien a déjà annoncé sa volonté de renforcer les zones franches pour promouvoir le Make in India et de permettre l'introduction des étrangers au capital d'entreprises indiennes à hauteur de 49 %, contre 26 % actuellement, dans les secteurs de la défense et des assurances. Il a également promis d'uniformiser le régime fiscal sur tout le territoire.

M. Modi, qui veut faire du XXI^e siècle « le siècle de l'Inde », a présenté son premier budget le 10 juillet 2014 avec pour objectif affiché d'atteindre une croissance de 7 % à 8 % d'ici trois à quatre ans tout en maintenant l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 4,1 % du PIB pour l'année fiscale 2014-2015.

Les changements dans la politique extérieure du pays devraient être marginaux, même si elle devrait être moins tournée vers les pays non-alignés et si la revendication d'un siège au Conseil de sécurité devrait être mise en sourdine. De même, les ONG bénéficiant de financements étrangers, en particulier celles mobilisées contre de grands projets industriels au nom de l'écologie ou du droit des populations locales, semblent être désormais ciblées par le nouveau pouvoir...

De fait, lors de l'année 2014, le gouvernement indien a pratiqué une diplomatie a priori équilibrée. Il a multiplié les contacts avec la Chine en s'en rapprochant non seulement sur le plan économique mais aussi en intégrant l'OCS (lors du sommet d'Oufa à l'été 2015). L'Inde a également sur le plan stratégique noué de bonnes relations avec le Japon et mis en place une nouvelle politique dénommée Act East policy destinée à remplacer l'ancienne Look

East policy...

Les interrogations pour l'avenir proche portent sur les relations interconfessionnelles et sur la relation avec le Pakistan. À ce titre, il a été remarqué que le nouveau Premier ministre avait invité son homologue pakistanais, Nawaz Sharif à son intronisation, ce qui n'a pas empêché dans les mois qui ont suivi les hauts et les bas habituels avec, en particulier, une reprise des tensions au Cachemire. À Oufa, le Premier ministre indien a néanmoins accepté l'invitation de son homologue pakistanais à se rendre à Islamabad pour le sommet de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR) en 2016.

Au Pakistan, le pays a été un temps (août-décembre 2014) déstabilisé par Imran Khan et Tahir ul-Qadri qui ont appelé à la désobéissance civile afin d'obtenir la démission de Nawaz Sharif élu en mai 2013 à la tête du gouvernement à l'issue d'un scrutin qu'ils jugent entaché de fraudes massives.

Par ailleurs, le rapprochement avec les talibans pakistanais semble compromis. En juin 2014, le pouvoir pakistanais a organisé, afin de reprendre le contrôle d'une région base arrière des interventions armées en Afghanistan, une opération militaire dans les provinces tribales du Nord-Ouest du pays – le Waziristân - contre les Talibans qui y ont installé leurs bases. Cette opération a entraîné un exode de plus de 200 000 civils. Après une attaque contre l'aéroport de Karachi le même mois, les Américains ont repris leurs attaques de drones dans la zone.

Les relations du Pakistan et des États-Unis, dans le contexte de l'attentat de Peshawar (décembre 2014), ont continué de s'améliorer.

En Thaïlande, un coup d'État rebat les cartes alors qu'en Indonésie, la démocratie a, à ce jour, fonctionné en faveur du candidat hors système

En Thaïlande, dans un contexte d'impasse politique après la destitution en mai de Yingluck Shinawatra (élue en 2011) par la Cour constitutionnelle et après sept mois de troubles entre chemises rouges et chemises jaunes, l'armée, par l'intermédiaire du général Prayut Chan-ocha a pris le pouvoir et suspendu la Constitution. C'était le 19e coup d'État depuis 1932. Le dernier en mai 2006, conduit par le même général, avait provoqué la chute de Thaksin Shinawatra. À l'occasion, l'armée a largement limité les libertés civiles en interdisant les manifestations, censurant les médias et maintenant temporairement en détention des centaines de personnalités politiques, journalistes ou universitaires. Au cours de l'été 2014 toutefois, le couvre-feu a été levé et en juin, Yingluck a pu quitter le pays, et le Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO) – nom officiel de la junte militaire au pouvoir – a entériné la rédaction d'une nouvelle Constitution, a accepté le principe de la nomination d'un gouvernement intérimaire dont le chef est le général Prayut. Une « feuille de route » prévoit qu'une fois la nouvelle la Constitution finalisée, elle devra être approuvée par un référendum, prévu en janvier 2016. Des élections devraient ensuite se tenir d'ici août 2016. Actuellement, encore, le CNPO concentre l'essentiel des pouvoirs : son chef peut prendre toute décision qu'il estime nécessaire et ses membres bénéficient d'une immunité totale et les partis politiques sont exclus du processus décisionnel. C'est dans ce contexte qu'un attentat à Bangkok, le 20 août 2015, a fait une vingtaine de morts.

Par contre, en Indonésie, l'élection présidentielle du 22 juillet 2014 a finalement vu la victoire de Joko Widodo, le gouverneur de Djakarta, qui succède à Susilo Bambang Yudhoyono. Le nouveau président souhaite faire de l'Indonésie "l'axe maritime mondial".

Au Japon, alors que son plan de relance suscite des doutes, M. Abe tourne, un peu plus, la page du pacifisme japonais

Dans son rapport sur l'économie mondiale, dévoilé le 8 avril, le FMI considère que le PIB japonais ne devrait progresser que de 1,4 % en 2014, contre 1,7 % auparavant. En 2015, la hausse ne devrait pas excéder 1 %. De fait, en 2015, le Japon connaît toujours un déficit commercial même s'il a tendance à se réduire avec l'essor des exportations facilitées par l'affaiblissement du yen. De même, la libéralisation du marché du travail et de l'agriculture (la « 3e flèche »), ou la conclusion du PTP, restent, au moins provisoirement, en panne même si, en février 2015, le Premier ministre a réussi à enclencher le démantèlement de « JA-Zenshu », le puissant lobby agricole du pays qui bloquait depuis des décennies l'ouverture du marché domestique à la concurrence. En contrepoint, le Premier ministre s'est montré plus offensif dans le domaine extérieur. Les dispositions pacifistes de la Constitution japonaise avaient été édulcorées à plusieurs reprises mais la non-participation à un conflit extérieur restait la clé de voûte de l'article 9. Le Premier ministre japonais a, le 1er juillet 2014, défendu l'idée, au nom de « la rationalisation de l'interprétation » du même article, que désormais le Japon pourrait mener aux côtés de ses alliés tout combat que le gouvernement jugera nécessaire à sa sécurité. Il s'agit plus ou moins ouvertement de venir en aide aux pays d'Asie du Sud-Est qui veulent résister à « l'offensive des grandes puissances » (c'est-à-dire la Chine)... il a dans le prolongement, en juillet 2015, réussi à faire voter par la Chambre basse du Parlement un texte en ce sens.

Le Japon a enfin, à l'été 2015, fait redémarrer son premier réacteur (une cinquantaine avaient été mis à l'arrêt après Fukushima).

En Chine, M. Xi s'installe sur fond d'intransigeance intérieure et extérieure

Depuis son arrivée à la tête de la RPC, Xi Jinping, qui cumule la présidence et la direction du Parti ainsi que la Commission militaire centrale (CMC) a pris un ascendant certain qui en fait le dirigeant chinois le plus cité par les médias chinois depuis Mao. Idéologue avec le développement du concept de « rêve chinois », la lutte contre la corruption (condamnation spectaculaire de Zhou Yongkang, l'ancien responsable de la sécurité du PCC en juin 2015) l'a aussi conduit à ce qui ressemble à une épuration du Parti communiste qui affecte aussi les milieux d'affaires et les médias. En parallèle, des journalistes, des avocats et des universitaires ont été mis au pas (arrestations, confessions télévisées), parfois pour « collusion avec des forces hostiles étrangères ». Le Président a également haussé le ton dans la répression contre les Ouïghours, en insistant sur la nécessité de « frapper en premier » le « séparatisme » à la suite des attentats de ces dernières années. De même, à la suite d'un Livre blanc chinois rappelant que le haut degré d'autonomie de la RAS était sujet à l'autorisation du gouvernement central, des tensions se sont produites à Hong Kong (juin 2014) avec l'émergence d'un mouvement local de désobéissance civile.

La reprise en main est sans doute concomitante des difficultés que rencontre actuellement la Chine : la croissance réelle du pays serait actuellement très inférieure aux 7,5% annoncés par les autorités chinoises, alors que le commerce extérieur ralentit, et la Bourse de Shanghai a chuté en dépit du soutien du gouvernement. Frappant l'opinion chinoise et internationale, un accident industriel majeur frappait au même moment à la mi-août 2015 le port de Tianjin, faisant plus de 100 morts et 700 blessés.

Lors de l'été 2015, la Chine a également commencé à faire flotter sa monnaie qui enregistrait à la mi-août une baisse de 3-5%. La baisse devrait avoir des effets déflationnistes sur l'économie mondiale et les prix des matières premières devraient continuer à baisser. Les économies asiatiques devraient aussi en souffrir plus que les économies américaine et européenne (les exportations américaines vers la Chine représentent 0,7 du PIB des États-Unis et celles de l'UE 1.5%).

Cette situation intérieure difficile contraste avec des prises de position extérieures offensives quoiqu'ambivalentes.

D'une part, la Chine, plus que jamais au cœur des constructions régionales, se veut la locomotive du développement asiatique et africain avec ses projets de Ceinture et de Route de la soie.

D'autre part, elle inquiète ses voisins par sa volonté d'imposer son leadership régional. En effet, en Asie, La Chine a récemment étendu sa zone aérienne d'identification puis installé une plate-forme géante au large des Paracels, amorce d'une poldérisation des îlots de la mer de Chine méridionale, provoquant des accrochages avec des navires vietnamiens puis (fin août 2014) un incident avec un avion américain... ainsi que de façon générale une montée des inquiétudes en Asie du Sud-Est. Un diplomate de la région présent au 13e Shangri-la Dialogue (mai 2014) pouvait ainsi déclarer en substance que, s'il apparaît évident que la Chine ne veut pas dominer le monde, elle devrait se contenter « de nous dominer, nous ».